

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
GAEC DENIS à Plurien

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013, modifié, autorisant le GAEC DENIS à exploiter au 43 B La Ville Tanvez à Plurien, un élevage porcin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 6 mai 2021 portant examen au cas par cas de la demande présentée par le GAEC DENIS le dispensant de la production d'une étude d'impact ;
- Vu** la demande présentée le 9 juillet 2021 et complétée le 27 septembre 2021, par le GAEC DENIS, représenté par Messieurs DENIS, dont le siège social est domicilié au 43 B La Ville Tanvez à Plurien, en vue d'effectuer à la même adresse l'augmentation des effectifs porcins, le réaménagement pour l'optimisation des bâtiments, la construction d'un local sanitaire et la mise à jour de la gestion des déjections ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 3 mars 2022 ;
- Vu** le courrier recommandé accompagné du projet d'arrêté préfectoral et du rapport de l'inspecteur de l'environnement réceptionné par l'exploitant le 9 mars 2022 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 25 mars 2022 ;

Considérant que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant la conformité de la gestion des déjections et la conformité des bâtiments aux plans et mémoires présentés dans le dossier de demande ;

Considérant que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013 sont modifiées comme suit :

« Le GAEC DENIS, représenté par Messieurs DENIS, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est domicilié à PLURIEN au 43 B La Ville Tanvez est autorisée à exploiter à cette adresse, à moins de 100 m des tiers les plus proches, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin, dont la capacité maximale est de 2391 animaux-équivalents (A.E.) et 2040 emplacements, sous réserve que le fonctionnement de l'élevage permette de limiter la quantité d'azote produite à 25 227 UN/an et la quantité de phosphore à 14 580 UP2O5/an. »

Article 2 – Nature des installations

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b	A	Élevage intensif	Élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	2040	emplacement
2102*	1	E	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage de porcs	Animaux-équivalents	plus de 450 animaux-équivalents	reproducteur = 3 AE porcelet sevré = 0,2 AE	2391	AE

* Cette rubrique ne tient pas compte des animaux classés au titre de la rubrique 3660.

Rubrique I.O.T.A.	Alinéa	A, E, D,	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
1.1.2.0	2°	D	Prélèvements issus d'un forage	M³ prélevés	>10 000 m³/an < 200 000 m³/an	11836	M³

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
PLURIEN	Porcin	ZB	103 et 119

2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Emplacements (empl.) Animaux-équivalents AE	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	Maternité : 288 AE gestante-verraterie : 1428 AE	572	572
Porcs charcutiers (>30kg)	2040 empl.	2040	6000
Porcelets	605 AE	3024	19000
Quarantaine	72 AE		

2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

3.1. – Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.2.. – Alimentation biphase

3.2..1. – L'alimentation biphase doit être maintenue en place à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral.

3.2..2. – L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

3.3. – Sécurité

3.3.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.3.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.3.3 – Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

3.3.4. – L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32m² au moins accessible en tous temps et en toutes circonstances.

3.4 – Plantation

Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines est mis en place et entretenu aux abords du bâtiment d'élevage.

Article 4 - Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013 sont modifiées comme suit :

« 4.1.- 79,6% des déjections produites sur l'installation soit 7389 m³ de lisier brut correspondant à 20093 unités d'azote et 11613 unités de phosphore doivent être prises en charge par le GIE DES CHENES dont le GAEC DENIS est membre.

4.2. - Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement doit être tenu à jour par l'exploitant avec la date et la quantité de lisier enlevé.

4.3. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier doit être stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, doit être immédiatement prévenu. »

Article 5 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013 sont modifiées comme suit :

« 5.1. - Les lisiers bruts porcins avant traitement doivent être stockés dans des fosses d'un volume total de 4046 m³ utiles.

5.2.- Compte tenu de la conformation de certaines parcelles épandables, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de permettre le respect des distances réglementaires lors de la réalisation de ces opérations.

5.3.- L'exploitant doit disposer des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service. »

Article 6 – Prescription des meilleures techniques disponibles (MTD)

6.1 - Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

6.2 La mise en oeuvre de MTD consiste à choisir des techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Les fosses (I) et (J), identifiées sur les plans et mémoires présentés dans le dossier de demande annexé au présent arrêté préfectoral sont couvertes dans un délai maximal de 6 mois, après la signature du présent arrêté.

Article 7 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle ZB 127, un volume annuel brut de 11836 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux de l'élevage porcin.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1^{er} avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées. »

Article 8 – Prescription relative au bilan réel simplifié (BRS)

Un bilan réel simplifié est réalisé annuellement. Il doit comporter les éléments justificatifs nécessaires à son élaboration et à sa compréhension et à minima ces éléments doivent comporter :

- une étiquette relative à la composition de chaque aliment destiné à l'alimentation des porcs produits sur l'exploitation ;
- un état des stocks d'aliments à la date d'ouverture du bilan et à sa date de clôture ;
- les éléments comptables permettant de justifier des achats et des ventes d'animaux sur l'installation ;
- les éléments permettant d'apprécier le poids vif des animaux achetés ou vendus ;
- les éléments permettant d'apprécier le taux de viande maigre (TVM) des porcs charcutiers vendus ;
- les éléments comptables (grand livre) permettant d'apprécier les achats d'aliments ;
- si nécessaire les éléments de la gestion technico-économique (GTE) ;

Pour être pris en compte lors d'une inspection, le BRS doit intégrer, en plus de l'ensemble des éléments justificatifs cités ci-dessus, les documents identifiant les moyens mis en place pour l'alimentation des porcs. Un plan des réseaux d'alimentation, spécifiant le nombre et l'identification des silos nécessaires au respect du multiphase prévu dans les plans et mémoires annexés au présent arrêté préfectoral ainsi que le rapport d'audit, imposé par le fournisseur et prévu avant la réalisation du profil alimentaire, doivent être disponibles dans l'exploitation.

En cas de bilan réel simplifié non satisfaisant, l'exploitant doit faire application des normes de rejets applicables en vigueur et réexamine sur cette base la production en éléments fertilisants et les quantités à gérer sur l'exploitation ainsi que les documents de fertilisation présents sur l'exploitation. L'exploitant en informe le service des installations classées.

Article 9 – Autres dispositions

Les articles 2 et 7 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013 sont supprimés.

Les articles 5 et 8 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013 demeurent identiques.

Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2013 sont modifiées comme suit :

« La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

Article 10 – Acte antérieur

L'arrêté préfectoral du 2 mai 2017 est abrogé.

Article 11 - Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plurien pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plurien pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 12 - Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télécours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 13 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plurien et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **30 MARS 2022**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice Obara